



## Voici pourquoi la nomination de Matt Gaetz est importante

Par [Scott Ritter](#)

Mondialisation.ca, 21 novembre 2024

[Scott Ritter Extra](#) 16 novembre 2024

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Services de renseignements](#)

**Le président élu Donald Trump a nommé Matt Gaetz au poste de procureur général des États-Unis. De nombreux Américains sont consternés et offensés par ce choix. Pour ma part, je trouve que c'est l'une des meilleures nominations faites par Trump. Permettez-moi de vous expliquer pourquoi. Mais, notez-le bien, c'est une affaire personnelle.**

Finissons-en d'emblée avec la partie la plus évidente.

Sur le papier, Matt Gaetz n'est pas qualifié pour être procureur général des États-Unis. Son curriculum vitae est mince comme du papier à cigarette. Et cela commence par un sombre nuage de controverse qui, dans des circonstances normales, serait automatiquement disqualifiant.

Et j'ajouterai ceci : si Matt Gaetz est reconnu pénalement coupable de l'une des choses qu'il est supposé avoir commises, alors il est, en fait, automatiquement disqualifié. Mais c'est là que le bât blesse : il n'a pas été reconnu coupable de quoi que ce soit. Et en Amérique, vous êtes innocent jusqu'à ce que votre culpabilité soit prouvée devant un tribunal. Le comité d'éthique de la Chambre des représentants n'est pas un tribunal.

C'est surtout un organe hautement politisé, tout à fait capable d'être utilisé pour faire tomber l'une des figures les plus polarisantes de l'histoire politique américaine moderne. Certains réclament à cor et à cri que le comité d'éthique de la Chambre des représentants rende public un rapport qui a été préparé concernant diverses allégations de conduite potentiellement illégale de la part de Matt Gaetz.

Il ne fait aucun doute que ce rapport a été préparé par les ennemis politiques de Matt Gaetz, qu'ils soient Républicains (souvenez-vous qu'il a fait tomber à lui seul un président républicain de la Chambre, Kevin McCarthy) ou Démocrates.

Matt Gaetz a démissionné de son siège au Congrès. Le comité d'éthique n'est plus compétent pour juger Matt Gaetz. Ce rapport politisé devrait être relégué dans la poubelle de l'histoire. Si Matt Gaetz a commis un délit, il doit être inculpé devant un tribunal pénal. Sinon, qu'ils s'assoient et se taisent. Pourquoi, me demandera-t-on, est-ce que j'adopte une telle position ?

En août 1998, Larry Sanchez, agent de liaison de la CIA auprès de la mission américaine aux Nations unies, m'a informé que si je démissionnais de mon poste d'inspecteur en chef des

armements auprès de la Commission spéciale des Nations unies (UNSCOM), le FBI, je cite, « *chercherait à m'enculer* » jusqu'à la fin de mes jours.

J'ai quand même démissionné par principe, car j'en avais assez des années d'ingérence des États-Unis dans le travail de désarmement que mes collègues inspecteurs de l'UNSCOM et moi-même étions chargés de mener à bien. Mais Larry Sanchez ne déconnaît pas. Le jour même où j'ai présenté ma démission, le FBI a révélé à *CBS News* qu'il enquêtait sur moi pour espionnage au profit d'Israël.

Dans son reportage, Dan Rather, le présentateur du journal télévisé de *CBS Nightly*, n'a pas précisé que l'enquête du FBI était liée au travail de liaison que je menais pour le compte de l'UNSCOM, sur la base d'un accord conclu entre la CIA (oui, Larry Sanchez) et le président de l'UNSCOM, Rolf Ekeus, en juillet 1995, et maintenu par Richard Butler lorsqu'il a succédé à l'ambassadeur Ekeus au cours de l'été 1997. L'enquête du FBI a été ouverte en 1996 à la demande d'employés mécontents de la CIA au sein du groupe d'opérations en Irak (IOG), mécontents de l'accès aux renseignements israéliens que j'obtenais grâce à cette coopération. L'IOG a ouvertement saboté la coopération entre l'UNSCOM et le roi de Jordanie concernant l'interception de dispositifs russes de guidage et de contrôle que j'avais coordonnée à l'aide d'un renseignement provenant d'Israël, et a fait de même pour une coopération similaire entre l'UNSCOM et la Roumanie, en collaboration avec le MI-6 britannique et le renseignement israélien, afin de bloquer une tentative irakienne d'acheter secrètement une part majoritaire d'une société aérospatiale roumaine qui fabriquait des composants de missiles.

Le FBI me suivait depuis 1995, peu après le début de la coopération avec Israël. Le cœur de l'affaire était un film produit par des avions espions américains U-2 qui survolaient l'Irak pour le compte de la Commission spéciale des Nations unies pour l'Irak (UNSCOM). À l'époque, je dirigeais le projet U-2 pour l'UNSCOM, j'aidais à diriger les vols des U-2 et je coordonnais l'interprétation du film avec les États-Unis. Cependant, la CIA ne répondait pas à mes demandes de meilleures images et d'analystes photographiques spécialisés. J'ai donc pris contact avec Israël pour voir s'il pouvait m'aider à interpréter le film et, en tant que sous-produit de cette relation, ouvrir ses dossiers de renseignement pour répondre à toutes les questions soulevées par l'examen du film.

Cela a irrité les services de renseignement de la CIA, qui m'ont dénoncé au FBI, sous prétexte que je remettais des documents classifiés à Israël.

Le problème, c'est que l'IOG avait tort : le film en question, marqué « *Secret* » par la CIA, a été automatiquement déclassifié lorsqu'il a été remis à la Commission spéciale des Nations unies pour la Somalie (UNSCOM). Ainsi, même si le film portait la mention « *Secret - Releasable to UNSCOM* », cette mention n'avait aucun poids juridique : le film n'était pas classifié pour la simple raison que le personnel de l'UNSCOM travaillant sur les images n'avait pas d'habilitation de sécurité.

Lorsque le FBI a annoncé à Larry Sanchez, au cours de l'été 1998, qu'il allait m'arrêter, Larry s'est adressé au conseiller juridique de la CIA et a fait rédiger une lettre expliquant la situation au FBI. Cela signifie que lorsque j'ai démissionné, le FBI savait qu'il n'y avait pas d'affaire judiciaire contre moi.

Pourtant, il a révélé l'existence de l'enquête à *CBS News* pour des raisons politiques, afin de « *m'enculer* » pour avoir osé démissionner sans l'accord du gouvernement américain.

Ce n'est pas une mission légale du FBI, et pourtant c'est exactement le genre de travail auquel il se livre quotidiennement à travers les États-Unis – des enquêtes à motivation politique utilisant des « preuves » fabriquées pour détruire la vie de citoyens américains qui étaient politiquement gênants pour les pouvoirs en place.

J'ai fini par convaincre le FBI d'abandonner les poursuites, mais pas avant qu'elles aient rendu impossible la recherche de tout emploi rémunéré pendant près de trois ans et qu'elles m'aient coûté une fortune en frais de justice pour engager un avocat capable d'affronter le district sud de New York.

Le FBI a pour mission de détruire la vie d'Américains respectueux des lois dont l'exercice de la liberté d'expression est jugé offensant par leurs maîtres politiques.

Le FBI a enquêté sur moi pour avoir réalisé un documentaire, « *In Shifting Sands* », qui démontrait que l'Irak avait été désarmé par les inspecteurs en désarmement de l'ONU. Parce que ce film racontait un récit qui contredisait les arguments en faveur de la guerre avancés par le gouvernement américain, j'ai été la cible d'une tentative d'assassinat.

C'est le FBI qui, en 2003, a divulgué à la presse des informations sur des affaires juridiques qui avaient pourtant été rejetées par un juge et mises sous scellés par une ordonnance d'un tribunal de New York.

L'objectif de cette fuite était de me rendre « *radioactif* » pour les organes de presse afin que je ne puisse pas remettre en question publiquement les arguments en faveur de la guerre avancés par le gouvernement américain à la veille de la décision d'envahir et d'occuper l'Irak.

Le FBI a enquêté sur moi en 2006 lorsque j'ai osé contester les affirmations du gouvernement américain concernant le programme nucléaire iranien.

Le FBI enquête actuellement sur mes efforts pour contrer les efforts du gouvernement américain de promotion de la russophobie, m'accusant d'avoir violé la loi sur l'enregistrement des agents étrangers simplement parce que j'ai voyagé en Russie et que je suis rentré chez moi pour rapporter ce dont j'avais été témoin au peuple américain.

Le FBI s'est coordonné avec le département d'État pour saisir mon passeport sans raison, simplement pour m'empêcher de continuer à voyager en Russie.

Le FBI a exécuté un mandat de perquisition à mon domicile le 7 août 2024, sur la base de fausses déclarations présentées à un juge fédéral pour étayer la prémisse d'une mise en cause probable.



*Des agents du FBI retirent des cartons contenant les archives de l'auteur sur le désarmement de l'Irak.*

Au cours de l'exécution de ce mandat de perquisition, le FBI a saisi mes archives datant de l'époque où j'étais inspecteur en désarmement de l'UNSCOM, au motif que les documents clairement marqués « *Secret - Releasable to UNSCOM* » étaient en quelque sorte des documents classifiés, en dépit de la lettre de la CIA au FBI indiquant le contraire.

Le FBI, en collaboration avec le département d'État, s'est coordonné avec le bureau du président ukrainien et les services de renseignement ukrainiens pour inscrire mon nom sur trois listes distinctes de personnes à abattre, me condamnant ainsi à mort.

Mon crime : avoir exercé mon droit à la liberté d'expression en critiquant la politique américaine à l'égard de l'Ukraine.

J'ai été qualifié de « *terroriste de l'information* » par le gouvernement ukrainien dans le cadre de programmes entièrement financés par les contribuables américains et facilités par le département d'État et le FBI.

Les coupables en question au sein du FBI opèrent dans la division de la sécurité nationale.

C'est cette même division de la sécurité nationale qui a fabriqué l'affaire de collusion russe contre le président Trump en 2016, l'opération Crossfire Hurricane.

La même division de sécurité nationale qui a placé des dizaines d'agents habillés en civil pour s'infiltrer dans la foule, le 6 janvier 2021, ce qui a conduit à la prise d'assaut du capitole.

La même division de sécurité nationale qui a fait une descente au domicile de Trump à Mar-

a-Lago, en Floride.

La même division de sécurité nationale qui est chargée d'enquêter sur la tentative d'assassinat du président Trump à Butler, en Pennsylvanie, en juillet dernier, et qui n'est toujours pas en mesure de soumettre ses conclusions.

La division de la sécurité nationale du FBI dépend de la division de sécurité nationale du ministère de la justice (DOJ).

La division de la sécurité nationale du ministère de la justice supervise la persécution du mouvement nationaliste noir Uhuru-3, en utilisant le FARA comme une épée pour les punir d'une liberté d'expression politiquement gênante.

Les divisions de la sécurité nationale du DOJ et du FBI sont les plus grandes menaces intérieures qui pèsent aujourd'hui sur le peuple américain et sur le concept d'État de droit constitutionnel.

Matt Gaetz le sait.

Matt Gaetz a éviscéré le directeur du FBI, Christopher Wray, et le procureur général en exercice, Merrick Garland, lors d'auditions au Congrès.

Matt Gaetz est la seule personne qui ait le motif et la capacité de s'attaquer à la division de sécurité nationale du ministère de la justice et du FBI et d'obtenir justice pour le peuple américain dont la vie a été bouleversée à cause de leurs activités tout à fait illégales.

En 1998, le FBI a promis de « *m'enculer* » pour avoir osé dénoncer la mauvaise politique américaine en Irak.

Aujourd'hui, quelque 26 ans plus tard, le FBI s'efforce toujours de tenir cette promesse.

Le FBI terrorise quotidiennement des Américains innocents pour le « *crime* » d'avoir dit des choses que leurs maîtres politiques désapprouvent.

Matt Gaetz a fait l'objet d'une enquête du FBI concernant les allégations qui font l'objet du rapport de la commission d'éthique de la Chambre des représentants.

Le FBI n'a pas engagé de poursuites.

Matt Gaetz a promis de demander des comptes au FBI et au ministère de la justice pour les crimes qu'ils ont commis à son encontre.

- Pour les crimes qu'ils ont commis contre le président Trump.
- Pour les crimes qu'ils ont commis contre le peuple américain.
- Pour les crimes qu'ils ont commis contre moi.

Vous voyez, c'est une affaire personnelle.

Pas seulement pour ceux qui ont été directement pris dans les abus commis par le FBI et le DOJ. Mais pour tous les Américains. Le FBI et le DOJ, tels qu'ils sont actuellement organisés et gérés, sont une insulte à nous tous. Ils sont un affront à la Constitution. Matt Gaetz veut leur demander des comptes.



Et nous devrions faire tout notre possible pour lui donner la chance de le faire en soutenant sa nomination au poste de procureur général. Nous sommes au milieu de la révolution Trump, et Matt Gaetz est aussi révolutionnaire que possible.

**Scott Ritter**

Article original en anglais :



### **[Why Matt Gaetz Matters. Scott Ritter](#)**

*Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour [le Saker Francophone](#)*

La source originale de cet article est [Scott Ritter Extra](#)

Copyright © [Scott Ritter](#), [Scott Ritter Extra](#), 2024

---

Articles Par : **[Scott Ritter](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)